

LE MONDE.
25-26/5.
TANDIS QUE LA SITUATION SE DÉTEND A LISBONNE

M. Ford compte soulever à Bruxelles la « question très grave » de la place du Portugal dans l'OTAN

M. Soares se rend à la réunion socialiste des Landes

● A LISBONNE, les entretiens qui ont eu lieu vendredi 23 mai, au palais de Belem, entre le Conseil de la révolution et les représentants des partis socialiste et communiste, ont permis de détendre l'atmosphère, sans aboutir cependant à aucune décision concrète. Il appartiendra sans doute à l'assemblée générale du M.F.A., qui doit se réunir mardi, de se prononcer. Une nouvelle réunion entre les représentants du P.S. et les militaires doit avoir lieu la semaine prochaine. M. Soares a finalement décidé de se rendre à la réunion de dirigeants socialistes européens, organisée par M. Mitterrand dans sa propriété des Landes, où il était attendu samedi dans l'après-midi.

● A WASHINGTON, le président Ford a déclaré à ce propos, vendredi 23 mai au cours d'un entretien télévisé avec des correspondants de presse étrangers, qu'il soulèverait au « sommet » de l'OTAN des 29 et 30 mai la « question très grave » que pose l'« élément communiste » au Portugal.

● A BRUXELLES, au cours de la réunion des ministres de la défense de l'OTAN (à laquelle ne participait pas la France), le secrétaire américain à la défense, M. Schlesinger, a essayé de faire reconnaître officiellement par ses collègues le rôle de l'Espagne dans la sécurité de l'Occident. Il s'est heurté à l'opposition des ministres scandinaves, du ministre britannique et du ministre néerlandais.

● A MADRID, M. Kissinger, retour d'Ankara, s'est entretenu, avant de regagner Washington où il est arrivé samedi, avec son collègue espagnol, M. Cortina y Mauri.

De notre envoyé spécial

Lisbonne. — Un net apaisement est perceptible ce samedi 24 mai à Lisbonne, après une semaine où la tension n'avait cessé de croître pour culminer, le vendredi 23, dans des rumeurs de nouvelle crise politique et institutionnelle grave. La commission politique du Conseil de la révolution, présidée par le général Costa Gomes, chef de l'Etat, a successivement entendu vendredi le parti socialiste et le parti communiste, dont les délégations au palais de Belem étaient conduites par leur secrétaire général respectif. Après l'entrevue, les responsables du parti socialiste ont manifesté leur satisfaction de l'ambiance « franche, cordiale et fructueuse » qui avait présidé à la réunion.

De nouveaux entretiens entre le P.S. et les militaires doivent

avoir lieu la semaine prochaine. Une réunion extraordinaire de l'assemblée générale du M.F.A. est également prévue pour mardi. La commission nationale du Parti populaire démocratique (P.P.D.), qui participe à la coalition gouvernementale, devait tenir samedi à Lisbonne une réunion extraordinaire et élire une nouvelle direction. Jusqu'à présent, le P.P.D. est resté remarquablement silencieux à l'égard de la querelle entre socialistes et communistes.

La journée de vendredi avait été incertaine, pleine d'expectative. Le matin, le Conseil de la révolution avait une nouvelle fois condamné les « spéculations » auxquelles avait donné lieu, à l'intérieur et à l'extérieur du Portugal, la fermeture provisoire du journal socialiste *Republica*. Le Mouvement des forces armées a très mal supporté les nouvelles allusions du P.S.P. au risque de « dictature » que courrait le pays. « C'est le M.F.A. qui a eu l'initiative de rendre les libertés à ce pays. »

JEAN-PIERRE CLERC.

(Lire la suite page 4.)

EUROPE

La place du Portugal dans l'OTAN

(Suite de la première page.)

» Aussi leur défense ne peut-elle être le privilège de quelque parti politique que ce soit. Elle appartient au M.F.A. et au peuple portugais dans son ensemble » ; tout le reste n'est que « démagogie ». Le communiqué publié le 23 mai par le Conseil de la révolution affirmait une fois de plus que l'alliance du peuple et du M.F.A. est « le fondement même de la révolution et le seul chemin possible du socialisme portugais ». Autrement dit : les partis ne sauraient y jouer d'autre rôle que celui que leur accorde le Mouvement des forces armées.

Cette allusion avait évidemment alimenté les spéculations relatives à la formation d'un gouvernement militaire homogène avec éventuellement la participation de techniciens civils « apolitiques ». Si pourtant le M.F.A. s'est résolu à adopter une attitude conciliante envers les socialistes, le parti communiste, pour sa part, a visiblement joué la stratégie de la tension. Sans doute estimait-il que son propre départ du gouvernement serait un faible prix à payer

en échange du départ des socialistes, et surtout des représentants du P.P.D. L'action gouvernementale n'est, en effet, pour le P.C.P. que l'un des multiples moyens de peser sur la vie politique portugaise. Des hommes qu'il peut influencer peu ou prou ont des positions éminentes au sein de l'assemblée générale du M.F.A. et le 1^{er} (RAL 1). Le quotidien du soir *A Capital*, où les communistes sont influents, a publié le 23 mai, un article dans lequel l'amalgame est pratiquement fait entre le « complot contre-révolutionnaire » ourdi par les maoïstes du Mouvement pour la réorganisation du parti du prolétariat (M.R.P.P.) autour du RAL 1, et l'agitation du parti socialiste autour de l'affaire de *Republica*.

Dans ce contexte, l'avertissement du P.C.P., selon lequel la décision socialiste de sortir du gouvernement pourrait ôter toute raison d'être à l'Assemblée consti-

tuante « élue sur la base du pacte passé entre les partis et le M.F.A. » n'avait pas manqué de paraître très inquiétant. Enfin, l'Intersyndicale, où les communistes sont majoritaires, avait mobilisé des militants, dans la nuit de vendredi à samedi, pour monter la garde devant certaines installations industrielles, dans la crainte d'attentats et de sabotages.

JEAN-PIERRE CLERC.